

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative
Bât A
24016 Périgueux

Périgueux, le 29/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEVIA

Z.I. du Petit Parc
rue des Fontenelles
78920 Ecquevilly

Références : DD/UbD24-47/292/2025

Code AIOT : 0005200212

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement SEVIA implanté Le Moulin Rouge (ex SRRHU - ex CRHD et ex COHU) 24120 Terrasson-Lavilledieu. L'inspection a été annoncée le 04/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEVIA
- Le Moulin Rouge (ex SRRHU - ex CRHD et ex COHU) 24120 Terrasson-Lavilledieu
- Code AIOT : 0005200212
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SEVIA est une filiale du Groupe Veolia Propreté. La société est agréée sous l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2019 pour la collecte des huiles usagées notamment dans le département de la Dordogne.

SEVIA assure la collecte des huiles usagées afin de les regrouper sur le site de Terrasson Lavilledieu. Les huiles sont acheminées principalement à l'installation d'élimination ou de traitement en Seine Maritime (ISOLUB).

L'activité est implantée dans une enceinte close où sont également exploitées un dépôt d'hydrocarbures (société ALVEA) et un garage carrosserie (propriétaire du foncier).

L'installation est composée de 4 réservoirs aériens cylindriques horizontaux en acier placés sur une rétention maçonnée. Les transvasements d'huiles s'effectuent depuis une aire de dépotage attenante à la rétention et munie d'une fosse tampon et d'un séparateur à hydrocarbures. L'ensemble des installations est situé en extérieur sans abri.

L'activité a été réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 94-0190 du 28 janvier 1994.

Le récépissé du 7 août 2006 acte l'utilisation du dépôt par SEVIA exploité en lieu et place de SRRHU.

Le récépissé du 5 mars 2012 prend acte du bénéfice d'antériorité pour la rubrique 2718 pour un tonnage maximal du 180 tonnes.

Visée par la directive IED, en application de l'article R.515-84 du code de l'environnement et par courrier du 24 octobre 2013, l'exploitant s'est positionné vis-à-vis des rubriques 3000 en proposant comme rubrique principale la rubrique 3550 (stockage temporaire de déchets dangereux = 180 t) et BREF WT comme BREF associé.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 1 | Cuvette de rétention | AP de Mise en Demeure du 06/07/2021, article 1 | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 2 | Normes de rejet des eaux pluviales dans le milieu naturel | Arrêté Préfectoral du 28/01/1994, article 3.3 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 3 | Piézomètres | Arrêté Préfectoral du 28/01/1994, article 3.4 | Demande d'action corrective | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------------------|---|-------------------|
| 4 | Aménagement des points de rejet | Arrêté Préfectoral du 28/01/1994, article 3.5 | Sans objet |
| 5 | Optimisation de la consommation d'eau | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 tableau VII a) | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 6 | Conception et maintenance permettant la détection et la réparation des fuit | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 tableau VII b) | Sans objet |
| 7 | Séparation des flux d'eaux | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 tableau VII c) | Sans objet |
| 8 | Remise en circulation de l'eau | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 tableau VII d) | Sans objet |
| 9 | Surface imperméable | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 tableau VII e) | Sans objet |
| 10 | Réduction de la probabilité et des conséquences de débordements et de fuite | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 tableau VII f) | Sans objet |
| 11 | Couverture des zones de stockage et de traitement des déchets | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 tableau VII g) | Sans objet |
| 12 | Infrastructure de drainage appropriée | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 tableau VII h) | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que le site était parfaitement entretenu et que la gestion des eaux, par rapport à la réglementation IED, était maîtrisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cuvette de rétention

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/07/2021, article 1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, cuvette de rétention |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 1er (titre IV 5.4 et VIII 8.2) de l'arrêté préfectoral du 28 janvier 1994 en procédant sous 6 mois, aux travaux d'étanchéification de l'aire de dépotage et de la cuvette de rétention des cuves d'huiles usagées. |

| |
|---|
| <p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été confirmé que les travaux d'étanchéification de la cuvette avaient bien été exécutés.</p> <p>Par ailleurs, en août 2022, l'exploitant avait adressé, par courriel, des photographies attestant de la réalisation de travaux d'étanchéité au niveau de la zone de dépotage. Toutefois, lors de la présente visite, l'inspection a constaté que, trois ans plus tard, des dégradations - probablement liées aux variations climatiques ou au passage de poids lourds - étaient visibles sur les zones réparées.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est invité a reprendre les travaux d'étanchéification de l'aire de dépotage.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 6 mois</p> |

N° 2 : Normes de rejet des eaux pluviales dans le milieu naturel

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/1994, article 3.3</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les caractéristiques des eaux rejetées doivent permettre au milieu récepteur de satisfaire les objectifs de qualité qui lui sont assignés.</p> <p>Le rejet des effluents, après épuration dans le milieu naturel, doit satisfaire aux caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 5,5 < pH < 8,5 (norme NF.T 90.008) • température < 30°C • MES. < 30 mg/l (norme NF.T 90.105) • D.C.O. < 120 mg/l {norme NE.T 90.101) • Hydrocarbures totaux < 20 mg/ (norme NE.T 90.109). |
| <p>Constats :</p> <p>Les dernières analyses des eaux pluviales datent du 22 mai 2025. Les résultats obtenus respectent les normes en vigueur, à l'exception des matières en suspension (MES), dont les concentrations dépassaient 5 à 6 fois la valeur limite d'émission (VLE) définie ci-dessus.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réfléchir à un moyen de limiter la concentration des MES dans les eaux pluviales.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 3 : Piézomètres

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/1994, article 3.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, eaux souterraines |
| Prescription contrôlée : Deux piézomètres doivent être implantés à la périphérie du site (un en amont, l'autre en aval suivant le sens de l'écoulement des eaux souterraines) afin de détecter toute infiltration éventuelle de produits accidentellement répandus. Une analyse des eaux de ces piézomètres doit être effectuée au moins deux fois par an. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. |
| Constats : Lors de l'inspection, seuls deux des piézomètres du site ont pu être localisés : l'un en position amont, l'autre situé à proximité immédiate du séparateur à hydrocarbures. Bien que l'exploitant ait indiqué l'existence d'un troisième piézomètre, celui-ci n'a pas été vu lors de la visite. Par ailleurs, le système de verrouillage du piézomètre amont s'est avéré défaillant, son cadenas étant cassé. Une analyse des eaux souterraines a été réalisée au mois de mai 2025. Les résultats étaient conformes. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none">- localiser précisément l'ensemble des piézomètres existants sur le site, y compris celui non identifié lors de l'inspection, et transmettre un plan de situation mis à jour précisant leur implantation ;- remettre en état le dispositif de verrouillage du piézomètre amont, afin d'en garantir la sécurisation effective. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 4 : Aménagement des points de rejet

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/1994, article 3.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux |
| Prescription contrôlée : Le point de rejet dans le milieu naturel doit être aménagé de façon à pouvoir procéder, à tout moment, à des prélèvements de liquides. |
| Constats : Le point de rejet des eaux pluviales vers le réseau communal n'est pas directement accessible, car il est situé sous un regard d'assainissement commun à plusieurs canalisations. Néanmoins, selon les indications de l'exploitant, les prélèvements sont systématiquement réalisés |

| |
|---|
| en présence du responsable des installations de stockage. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Optimisation de la consommation d'eau

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 tableau VII a) |
| Thème(s) : Risques chroniques, Optimisation de la consommation d'eau et de réduction des rejets |
| Prescription contrôlée : La consommation d'eau peut être optimisée par les mesures suivantes : - des plans d'économies d'eau ; - une optimisation de la consommation d'eau de lavage ; - une réduction de la consommation d'eau pour la production de vide. |
| Constats : La consommation d'eau sur le site est limitée à l'utilisation des sanitaires par le personnel de la société. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Conception et maintenance permettant la détection et la réparation des fuit

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 tableau VII b) |
| Thème(s) : Risques chroniques, Optimisation de la consommation d'eau et de réduction des rejets |
| Prescription contrôlée : Une surveillance régulière des fuites est mise en place, les équipements sont réparés et le recours à des éléments enterrés est réduit au minimum. Le cas échéant, pour les déchets dangereux ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, un confinement secondaire des éléments enterrés est mis en place. |
| Constats : L'installation se compose de quatre réservoirs aériens placés dans une cuvette de rétention et sont dotés de sonde de surveillance. Les équipements de transfert des déchets liquides (tuyauteries) sont aériens et facilement accessible pour un contrôle visuel. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Séparation des flux d'eaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 tableau VII c) |
| Thème(s) : Risques chroniques, Optimisation de la consommation d'eau et de réduction des rejets |
| Prescription contrôlée : Tous les effluents aqueux sont collectés. Les eaux de procédé et les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des |

| |
|--|
| activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les surfaces imperméables, sont collectées séparément par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat. |
| Constats : Il n'y a pas d'eau de procédé sur le site. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, ainsi que les eaux pluviales présentes dans la rétention après un épisode pluvieux sont envoyées vers le séparateur hydrocarbure avant de rejoindre le réseau d'eau pluvial de la commune. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : Remise en circulation de l'eau

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 tableau VII d) |
| Thème(s) : Risques chroniques, Optimisation de la consommation d'eau et de réduction des rejets |
| Prescription contrôlée : Les flux d'eau sont remis en circulation dans l'unité, après traitement si nécessaire. Le taux de remise en circulation est limité par le bilan hydrique de l'unité, la teneur en impuretés ou les caractéristiques des flux d'eau. |
| Constats : Il n'y a pas de traitement des déchets sur le site. Il s'agit d'un stockage temporaire. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Surface imperméable

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 tableau VII e) |
| Thème(s) : Risques chroniques, Optimisation de la consommation d'eau et de réduction des rejets |
| Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de réception, manutention, stockage, traitement et expédition des déchets dangereux ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. |
| Constats : Voir le point de contrôle n°1. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : Réduction de la probabilité et des conséquences de débordements et de fuite

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 tableau VII f) |
| Thème(s) : Risques chroniques, Optimisation de la consommation d'eau et de réduction des rejets |

| |
|--|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cuves et conteneurs contenant des déchets dangereux ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol sont munis des équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • détecteurs de niveau ; • trop-pleins s'évacuant dans un système de drainage confiné (c'est-à-dire un confinement secondaire ou un autre conteneur) ; • confinement secondaire approprié des cuves contenant des liquides ; le volume étant normalement suffisant pour supporter le déversement du contenu de la plus grande cuve dans le confinement secondaire ; • systèmes d'isolement des cuves, des citernes et du confinement secondaire. |
| <p>Constats :</p> <p>Comme indiqué au point de contrôle n°6, l'installation se compose de quatre réservoirs aériens placés dans une cuvette de rétention dont le volume permet de collecter au minimum le volume de la plus grande cuve. Des vannes sont placées au droit de chaque cuve de stockage de déchets liquides dit "vrac".</p> <p>De plus, les cuves sont dotées de sonde de surveillance.</p> <p>La procédure prévoit ensuite un pompage correctif vers une cuve, non endommagée, par l'exploitant.</p> <p>Un dispositif d'alerte automatisé, relié à une plateforme en ligne, assure une notification immédiate des anomalies aux responsables, quelle que soit l'heure (incidents survenant pendant les tournées ou en dehors des plages horaires d'activité).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 11 : Couverture des zones de stockage et de traitement des déchets

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 tableau VII g)</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Optimisation de la consommation d'eau et de réduction des rejets</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets dangereux ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol sont stockés et traités dans des espaces couverts.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les déchets liquides sont stockés dans des récipients fermés (cuves).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 12 : Infrastructure de drainage appropriée

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 tableau VII h)</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Optimisation de la consommation d'eau et de réduction des rejets</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La zone de traitement des déchets est équipée d'une infrastructure de drainage.</p> |

L'eau de pluie tombant sur les zones de traitement et de stockage est recueillie dans l'infrastructure de drainage, avec les eaux de lavage, les déversements occasionnels, etc., et, en fonction de sa teneur en polluants, est remise en circulation ou acheminée vers une unité de traitement ultérieur.

Constats :

Comme indiqué précédemment, il n'y a pas de traitement des déchets sur le site.
L'eau de pluie collectée au niveau de la zone de stockage est envoyée vers le séparateur hydrocarbure avant d'être rejetée dans le réseau pluvial de la commune.

Type de suites proposées : Sans suite